

Affaires extérieures ne pourrait-il pas demander aux correspondants de Radio-Canada, dépêchés d'Ottawa sur le théâtre du combat pour nous tenir au courant de la situation par la radio, de nous renseigner sur l'emplacement exact des forces?

Le très hon. M. Pearson: La position des forces a peut-être changé depuis que mon honorable ami m'a posé sa question, il y a quinze minutes.

LES DROITS DE L'HOMME

LA PRÉSENTATION D'UNE MESURE SUR LE DROIT À LA VIE PRIVÉE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au solliciteur général. Comme le droit le plus précieux de l'homme civilisé, sa vie privée, soulève un intérêt universel, le gouvernement a-t-il songé à présenter une mesure calquée sur le bill présenté par le député de Kootenay-Ouest, visant à interdire les tables d'écoute, sauf pour l'administration de la justice et la sécurité du pays?

L'hon. L. T. Pennell (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, j'espère que le député sera heureux d'apprendre que mes vues sont toujours celles que j'ai exprimées il y a quelque temps au sujet d'un bill d'initiative parlementaire. Je crois, cependant, que je devrais attendre le rapport de la Commission royale d'enquête sur la sécurité avant de prendre une décision finale.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): J'ai une question complémentaire à poser au solliciteur général, monsieur l'Orateur. On a parlé de la Commission royale d'enquête sur la sécurité. Le ministre peut-il nous dire si elle siège actuellement et, dans l'affirmative, à quel endroit, afin que l'on puisse lui faire des instances? A-t-elle l'intention de tenir des réunions en divers endroits au pays?

L'hon. M. Pennell: Je ne me suis pas tenu en étroites relations avec la Commission, monsieur l'Orateur. Je m'attends de comparaître devant elle comme témoin très prochainement, ici à Ottawa. Sauf erreur, jusqu'à présent, elle a tenu toutes ses audiences dans la capitale.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le solliciteur général peut-il nous dire si la Commission, de par son mandat, doit enquêter sur le captage clandestin des messages et sur les tables d'écoute, ou si ses attributions se limitent à prévoir des mesures de sécurité au sein de la fonction publique?

[L'hon. M. Lambert.]

L'hon. M. Pennell: Bien entendu, le mandat sera déterminé par les membres de la Commission, mais je me rappelle qu'il comprend les enquêtes dans les questions de sécurité, compte tenu aussi bien de l'intérêt de l'État que des droits de l'individu.

[Français]

LES RELATIONS OUVRIÈRES

QUESTION RELATIVE À L'ATTITUDE DU CCRO À L'ÉGARD DE LA REPRÉSENTATION SYNDICALE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser à l'honorable ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

L'honorable ministre a-t-il l'intention de faire une déclaration à la Chambre relativement aux rencontres que les ministres québécois ont eues avec les dirigeants de la CSN, au sujet des intentions du CCRO concernant la représentation syndicale?

L'hon. Jean Marchand (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Non, monsieur l'Orateur.

M. Grégoire: Puis-je poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur?

M. l'Orateur: A l'ordre! Je crois que la question n'était pas recevable. L'honorable député demande au ministre de faire un rapport au sujet de discussions qui ont pu avoir lieu en dehors de la Chambre et qui ne relèvent évidemment pas de la responsabilité administrative du gouvernement fédéral.

M. Grégoire: J'aimerais poser une question recevable, monsieur l'Orateur.

Le ministre peut-il nous dire si le cabinet demandera au Conseil canadien des relations ouvrières de faire connaître ses intentions au sujet de la représentation syndicale?

M. l'Orateur: Je crois que l'honorable député pourrait, avec profit, inscrire cette question au *Feuilleton*.

[Traduction]

LE NORD CANADIEN

INCUBATION ARTIFICIELLE D'ŒUFS DE GRUE BLANCHE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Terence Nugent (Edmonton-Sraithcona): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Il paraîtrait que le Service canadien de la faune s'est entendu avec les autorités compétentes américaines pour se